PHC CANADA
COMMUNIQUÉ
volume 33, numéro 43 3 novembre 2026

La source de la prospérité

Vicki Gunn
Directrice exécutive, PHC Canada

En observant la situation dans notre pays, en examinant nos statistiques financières nationales et en constatant ce qui se passe ailleurs, là où le poids de longues années d'endettement commence à se faire durement sentir, les Canadiens devraient s'inquiéter. Nous devrions être très inquiets.

Notre pays a été fondé sur des principes chrétiens qui, historiquement, ont favorisé des économies plus prospères et plus saines. S'il est vrai qu'il peut être nécessaire de recourir à l'emprunt en période de crise nationale, comme en temps de guerre, le principe consistant à ne pas s'endetter demeure une sage approche.

Mais le Canada, à l'instar de tant d'autres pays à travers le monde, a dépensé sans compter en ayant recours à l'emprunt pour financer des dépenses qui, autrement, auraient été inabordables. Alors que le poids des intérêts sur la dette, plus de 164 millions de dollars par jour, absorbe une part croissante de nos ressources financières, les Canadiens commencent à en ressentir les effets.

Il y a plus de dix ans, nous avons assisté aux émeutes en Grèce suite à la mise en œuvre de mesures d'austérité provoquées par l'endettement massif du pays. Les coupes budgétaires décidées par le gouvernement ont fait chuter le niveau de vie et le chômage a explosé.

Cette année, en France, nous avons assisté à des émeutes comparables, motivées par ces mêmes raisons: l'alourdissement de la charge financière, le coût de la vie élevé et la dégradation de la situation budgétaire.

Tous les signes d'un déclin budgétaire sont visibles au sein même de l'économie canadienne: déficits budgétaires persistants, accumulation de la dette publique, coûts élevés du service de la dette et érosion de la confiance des investisseurs.

Les générations actuelles paient le prix de leurs excès. Lors des élections, divers gouvernements ont multiplié les promesses d'avantages en échange de nos suffrages. Or, ces avantages ont été financés au détriment de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous avons privé la génération suivante de l'avenir prometteur que chaque génération se doit de transmettre à la suivante; au lieu de cela, nous l'avons accablée d'une dette qu'elle sera incapable de rembourser. Une dette, par ailleurs, pour laquelle aucun plan de remboursement n'a été prévu. Selon les prévisions financières, cette dette est appelée à croître, dépassant son niveau actuel de 1 470 milliards de dollars (soit environ 35 500 $ par citoyen canadien).

Selon The Hub, le « budget 2025 pour un Canada fort » prévoit qu'à l'horizon 2029, les frais liés à la dette fédérale absorberont un dollar sur huit des recettes qu'Ottawa s'attend à percevoir.[1] La publication ajoute que la dette nationale du Canada finira bientôt par coûter plus cher que les dépenses consacrées aux soins de santé et aux services de garde d'enfants réunis.

L'an dernier, les Canadiens ont élu un économiste pour diriger le pays. Pourtant, ses dépenses témoignent d'une absence quasi totale de sens de l'économie. Il poursuit dans la voie tracée par le gouvernement précédent : dépenser sans compter, comme si les ressources financières étaient illimitées. Or, ce n'est pas le cas. « Accroître la masse monétaire » par le recours au déficit ne fait que dévaluer la monnaie et engendrer de l'inflation.

Les Canadiens commencent sérieusement à en ressentir les effets. Depuis 2020, le coût des produits alimentaires au Canada a grimpé de 25 % à 33 %, tandis que le prix de l'essence a augmenté de 79 % à 80 % au cours de la même période. Parallèlement, les salaires moyens (ajustés en fonction de l'inflation) n'ont progressé que de 5 %.[2] Il s'agit d'un écart considérable, qui fait peser un fardeau très lourd sur les Canadiens qui tentent de subvenir aux besoins de leur famille.

Malheureusement, les élections constituent le seul levier permettant de freiner les dépenses publiques; or, une telle démarche entraînerait inévitablement des mesures d'austérité. Que se passerait-il si les Canadiens, habitués à bénéficier d'une couverture pour les soins dentaires offerte par l'État, devaient soudainement assumer eux-mêmes ces frais ? Et que se passerait-il si les parents canadiens se retrouvaient soudainement contraints de payer la totalité des coûts liés à la garde de leurs enfants?

À quoi ressemblerait l'austérité au Canada ? Il suffit de regarder l'Europe, avec laquelle notre Premier Ministre souhaite resserrer ses liens: la Grèce a subi des coupes massives dans les salaires et les pensions, ainsi que des hausses d'impôts; l'Irlande a restructuré et drastiquement réduit ses dépenses publiques; l'Italie a mis en œuvre plus de 100 milliards de dollars d'économies d'urgence sur les impôts et les dépenses, et la liste est longue. Là où les coupes ont été drastiques, la population s'est révoltée!

Si l'on examine la situation dans le contexte canadien, le Manitoba, le Québec, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve affichent tous un ratio dette/PIB proche ou supérieur à 90 %; cela signifie qu'il faudrait consacrer 9 dollars sur chaque tranche de 10 dollars générés par leurs économies cette année au remboursement de ces dettes.[3]

Nous ne sommes pas loin de la situation actuelle de la France ou de celle qu'a connue la Grèce ; notre Premier Ministre, qui est économiste, est tout simplement assez habile pour nous laisser croire que tout va bien. Il y a un grand nombre de retraités. Saviez-vous que votre régime de retraite est comptabilisé comme s'il s'agissait d'une somme de 942 milliards de dollars appartenant au gouvernement, qu'il pourrait dépenser à sa guise, plutôt que comme votre propre argent, simplement détenu par l'État en vue de votre retraite?[4]

Cela donne une toute autre tournure aux choses!

Les Canadiens doivent, sans aucun doute, freiner leurs dépenses incontrôlées. Cela sera, assurément, douloureux. Nous devons agir au plus vite, car plus nous attendrons, plus il sera pénible de remettre de l'ordre dans nos finances. Toutefois, le problème de la dette n'est pas seulement une question d'argent; c'est un problème d'ordre spirituel. Quelle a été la source de notre prospérité nationale?

La source de notre prospérité économique ne résidait pas seulement dans le fait de résister à la tentation de s'endetter. Elle tenait à notre reconnaissance du fait que le Seigneur est la source de toute prospérité. Notre prospérité s'est manifestée par une gestion prudente de nos terres, de notre travail, de nos facultés intellectuelles et de nos ressources. Nous avons chéri les valeurs bibliques que sont le travail, la

loyauté, l'honnêteté, la frugalité, ainsi que le souci de subvenir aux besoins de notre famille, de notre Église, de notre prochain et de la société.

On s'attendait à ce que, en tant que pays chrétien, nous honorions Dieu dans tout ce que nous entreprenons. On s'attendait également à ce que, puisque nous Le servions, Il pourvoie à nos besoins.

Aujourd'hui, au Canada, des êtres créés à l'image de Dieu sont tués dans le sein maternel, ou euthanasiés lorsqu'ils ne sont plus jugés « utiles. » Dieu n'est pas reconnu comme la source de notre prospérité. Nous aspirons à un statut « divin » à travers la création d'une « intelligence artificielle. » Et la liste est encore longue.

Il est temps pour cette nation de se repentir, de revenir vers notre Dieu, de Le reconnaître comme la source de notre prospérité et de notre bien-être, et de restaurer le fondement qu'est notre héritage chrétien.

Un seul parti politique ouvrira la voie à l'application de principes divins dans la gouvernance, permettra à l'Église de redevenir la conscience de notre pays et montrera l'exemple en reconnaissant la source de notre prospérité nationale.

Il est temps pour les Canadiens de cesser d'accorder leur soutien au dieu (avec une minuscule) de ce monde. Nous devons accorder notre soutien, y compris notre vote, au seul et unique Dieu (avec une majuscule) de ce monde.

Rejoignez le PHC du Canada dès aujourd'hui! Œuvrez au rétablissement des principes bibliques qui ont fait la grandeur de ce pays, et humilions-nous devant notre grand Rédempteur.[5]

Notes de bas de page

[1] thehub.ca

[2] www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1410006401

[3] www.fraserinstitute.org/commentary/government-debt-massive-problem-canada

[4] www.fraserinstitute.org/commentary/canadas-net-debt-gdp-ratio-red-herring

[5] www.chp.ca/fr/

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.